



Monsieur le Préfet,

Madame l'Inspectrice d'Académie,

Mesdames et messieurs les membres du CDEN

En cette année de jeux olympiques, allons-y gaiement :

Et un, et deux, et trois ministres !

Alors c'est vrai, en sept mois nous avons eu 3 ministres, Pap N'Diaye, Gabriel Attal, Nicole Belloubet. Ah non, pardon, j'avais oublié Amélie Oudea Castera, qui a fait un passage tellement court, et portant tellement, comment dire, remarquable ? Enfin nous avons toujours vraisemblablement au moins deux ministres M Attal et Mme Belloubet.

Un pilotage national bi-céphale défaillant, tout se passe comme si 2 réalités parallèles co-existaient ; d'un côté, un hyper 1^{er} ministre qui impose des vues idéologiques sur l'éducation, aux relents populistes, de l'autre un système qui doit mettre en œuvre en un temps record des décisions inapplicables car impensées.

Sur le terrain c'est le discrédit, le chaos, le choc. Le « choc des savoirs » mais pas dans le sens attendu. L'Unsa Education et la FCPE s'y opposent fermement. Ce choc des savoirs acte la fin de l'école émancipatrice pour toutes et tous, ou du moins le renoncement à lutter pour ce fondement de la république. Malgré la transformation des groupes de niveaux en « groupes » dans la note de service suite à la pression de nos organisations, le collège risque encore fort de se transformer en un outil de tri social.

La mise en œuvre forcée, précipitée de ces groupes sera destructrice pour un grand nombre d'enfants, alors même que les groupes de soutien et de renforcement mis en place cette année pour les sixièmes n'ont pas fait l'objet d'évaluation.

Ayons bien en tête que nos enfants, nos élèves risquent de faire l'expérience de la relégation dès l'âge de 11 ans.

Toutes les études démontrent l'inefficacité et le danger de ces dispositifs qui enfonce les plus faibles sans faire s'envoler les plus forts.

L'Unsa Education et la FCPE dénoncent de la même manière tout ce catalogue de petites annonces : les uniformes, les manuels, la méthode Singapour, la prépa seconde, qui axent le regard sur la forme au lieu de faire évoluer le fond.

Le choc est également venu des choix budgétaires. Nous allons distribuer une pièce de 2€ à tous les élèves de l'école élémentaire, pour promouvoir les Jeux Olympiques et dans le même temps on nous annonce une enveloppe réduite.

Nous allons également repartir sur une année sans brigade TZR, faute de vivier. Il est désormais courant que des classes n'aient pas d'enseignants en français ou maths pendant plusieurs mois avant de voir débarquer un-e contractuel-le recruté-e en cours d'année. A ce propos, il est à noter la hausse inédite du nombre de chefs d'établissement signalant un manque d'enseignants : 67% dans PISA 2022 contre 17% dans PISA 2018. Nous avons presque le record, un seul pays de l'OCDE fait pire.

Ces jours, ces mois sans certains apprentissages ne peuvent qu'affaiblir le parcours de l'élève, et encore davantage dans les secteurs peu demandés. On est loin des annonces de remplacements systématiques. L'UNSA Education et la FCPE osent une proposition pour remplacer les contractuel-le-s par des professeurs titulaires : il faut les recruter, les former, les respecter et les payer. Et il en va de même pour les personnels administratifs aujourd'hui trop peu

nombreux avec des réorganisations de services récurrentes. Aujourd'hui tout le monde s'use, certains personnels partent, mais peu arrivent.

Au lieu de cela, l'Éducation nationale rend 692 millions en 202. Et qu'en sera-t-il en 2025 ? Ce seront forcément des postes en moins et pas seulement d'enseignants : comment faire avec moins de personnels de vie scolaire, médico-sociaux, psy-EN ? Comment bien inclure les élèves en situation de handicap avec moins d'AESH ? La priorité affichée du ministère concernant la lutte contre le harcèlement scolaire nécessiterait à elle seule plus de CPE et d'AED, dont nous allons terriblement manquer en Aveyron.

Et nous n'oublions pas la réforme du Lycée Professionnel : près de 170 heures de cours en moins pour les élèves, soit l'équivalent de 6 semaines. La volonté d'élaborer la carte des formations en fonction des besoins locaux d'emplois, source d'inégalités territoriales, de reconversions forcées de professeurs et d'appauvrissement de l'offre de formation pour les élèves.

Pourtant, des moyens, il y en a puisque, d'après le dernier rapport Vannier – Weissberg, le gouvernement et les collectivités ont carte blanche pour dépenser de l'argent public dans l'enseignement privé : nous n'en connaissons pas les montants alors même que Le CNAL écrivait encore il y a 1 an et demi à la cour des comptes pour que soit évalué le montant total de ce que coûte l'enseignement privé, une demande sans réponse.

Rapport qui souligne aussi la « contribution majeure » de l'enseignement privé sous contrat à la dégradation de la mixité sociale et scolaire. Je cite « Il apparaît que les stratégies d'évitement des établissements publics par des familles favorisées, le coût de la scolarisation dans un établissement privé ainsi que la grande liberté dont jouissent les établissements sous contrat pour le choix de leurs élèves ont contribué à une accélération nette de la dégradation de la mixité sociale au sein des établissements privés sous contrat ces dernières années. ». Continuons la lecture de ce rapport : « À la rentrée 2022, les élèves scolarisés dans un établissement privé sous contrat présentaient un IPS moyen de quinze à vingt points supérieurs à l'IPS moyen des élèves scolarisés dans un établissement public, tous niveaux scolaires confondus ». Pas de surprise (on vous l'a répété assez souvent) l'Aveyron ne fait pas exception, les IPS le montrent dans nos grandes agglomérations. Dans notre département on a même réussi un exploit : des choix passés font payer des parents pour accueillir des enfants dans l'école du village. Eh oui, puisque dans plusieurs communes il n'y a qu'une école privée et pas d'école publique. Nous ne reviendrons pas sur la hauteur de la subvention allouée par notre conseil départemental aux établissements privés, record absolu de l'académie.

Dans une période où on ne parle plus que d'« économies », de « fermer le robinet », et « que toutes les solutions sont envisageables » il est étonnant que ne soit pas interrogé ce financement public de l'enseignement privé, son coût, son efficacité dans le développement des valeurs de la République. L'UNSA Education et la FCPE le martèlent, en tant que citoyen-ne-s, en tant qu'élue-e-s de la République, en tant que fonctionnaires, nous devrions tous mettre le sujet sur la table, en débattre, sans tabou, ni préjugés et en finir avec cet obscurantisme entretenu.

Et pour l'Aveyron, la FCPE et l'UNSA Education n'observe pas d'avancée sur la mixité ni l'école inclusive, problématiques qui sont pourtant de réelles priorités.

Malgré tout, les équipes s'accrochent et parviennent encore, grâce à leur investissement et pour défendre les idéaux de la République, à maintenir un service d'éducation public performant dans notre département en accueillant tous les élèves. Charge au gouvernement de mettre les moyens pour maintenir ce service. La FCPE et l'UNSA Education tiennent à mettre en avant l'investissement de ces personnels sans qui l'Institution s'effondrerait. Nous continuerons à les soutenir sans faille.

Rappelons-ici que le projet présenté en CSA départemental en mars dernier a fait l'objet d'un vote unanime contre. A l'aune des éléments en votre possession et de l'analyse qui peut en être faite, nous continuerons à voter contre un projet qui manque d'ambition, de moyens. Ce vote ne remet pas en cause l'investissement des services départementaux de l'Éducation Nationale qui gèrent depuis trop d'années la pénurie.